Communiqué de presse

Syndicat National du Personnel Navigant Commercial

ROISSY, LE 07 OCTOBRE 2015 :

Non au gouvernement actionnaire et non au diktat de la Direction !

Le SNPNC, syndicat national qui représente les Hôtesses et Stewards des Compagnies aériennes françaises ou ayant une base en France dénonce les propos du Premier Ministre Manuel VALLS tenus le 6 octobre au siège d'Air France définissant l'Etat comme un actionnaire d'Air France et non comme un défenseur des emplois français au moment où des millions de nos compatriotes connaissent une grande précarité.

Le SNPNC dénonce un gouvernement très réactif lorsqu'il s'agit de sanctionner des salariés désemparés, mais d'une inactivité coupable lorsqu'il s'agit de soutenir le Transport aérien français qui se bat à la fois contre des Compagnies low-cost qui minent notre économie, et des Compagnies du Golfe subventionnées à coups de milliards par leurs Etats respectifs.

Le SNPNC exhorte le Premier Ministre à intervenir pour donner à Air France les moyens pour se battre à armes égales contre cette multiple concurrence.

Le SNPNC dénonce également la stratégie de la Direction d'Air France, tournée exclusivement contre ses salariés, qu''elle désigne à la vindicte de l'opinion, et contre leurs Représentants à qui elle fait porter la responsabilité des difficultés d'Air France, alors que dans le même temps le PDG du Groupe Air France/KLM très sensiblement sa rémunération.

Le SNPNC affirme qu'il ne peut être question de reprise du dialogue social pour la simple raison que celui-ci n'a toujours pas commencé, la Direction n'envisageant la négociation que comme un simple diktat, les Organisations syndicales ne se voyant offrir comme fonction que d'accepter les dégradations sociales successives.

Le Bureau du SNPNC